

La situation financière des grands groupes français demeure solide au premier semestre 2011

**Jean-Luc CAYSSIALS, Claire MANGIN SOUBRET
et Johary Johnattan RAKOTOARIVELO**
Direction des Entreprises

D'après les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2011 des 70 plus grands groupes industriels et commerciaux français cotés sur Euronext Paris, la reprise de l'activité initiée en 2010 se confirme. Tous les secteurs bénéficient désormais d'une croissance soutenue du chiffre d'affaires : + 9 % en moyenne.

Avec une activité en hausse et des coûts maîtrisés, le résultat net cumulé augmente de 11 % pour atteindre 39 milliards d'euros sur les six premiers mois de 2011. Le taux de marge nette se stabilise par rapport au premier semestre de 2010 autour de 6 %.

Sous l'effet de cette reprise de l'activité, le besoin en fonds de roulement s'accroît et représente au 30 juin un besoin de financement de 174 milliards d'euros, en hausse de 15 % par rapport à juin 2010. Toutefois les flux d'investissement accélèrent : ils concernent majoritairement des prises de participation. Les écarts d'acquisition résiduels continuent par ailleurs de progresser en valeur brute, tandis que leurs valeurs nettes sont réduites suite à des tests de dépréciation.

L'endettement financier progresse peu (+ 2 %). La hausse provient essentiellement du secteur de l'industrie manufacturière et de la construction. Aussi, la structure financière est-elle consolidée, avec un taux d'endettement stable à 94 %.

Le niveau de la trésorerie demeure à un haut niveau : 125 milliards d'euros.

Les fonds propres se sont renforcés et s'élèvent à 557 milliards d'euros, soit 44 % de leurs ressources. Ces fonds propres peuvent néanmoins avoir un caractère friable, du fait des « autres éléments » du résultat global qui impactent directement les capitaux propres sans affecter le résultat net.

Ainsi, avant la détérioration de l'environnement économique qui s'amorce à l'été 2011, les principaux groupes non financiers cotés français retrouvent une situation financière favorable.

Mots clés : comptes consolidés IFRS, résultats, grandes entreprises industrielles et commerciales, grands groupes français, *other comprehensive income* (OCI), entreprises cotées au compartiment A d'Euronext

Codes JEL : F23, G30, G32, L25

Les études faites à partir des comptes semestriels des grands groupes cotés portent le plus souvent sur l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat net. Nous proposons ici une analyse de la situation des 70 groupes industriels et commerciaux français cotés (compartiment A d'Euronext), pour lesquels nous avons étudié une quarantaine d'indicateurs financiers issus du compte de résultat global, du bilan, du tableau de variation des capitaux propres et du tableau des flux de trésorerie. L'objectif est d'identifier les principales tendances en termes de performance, de structure financière, de besoin de financement et de capacité d'investissement.

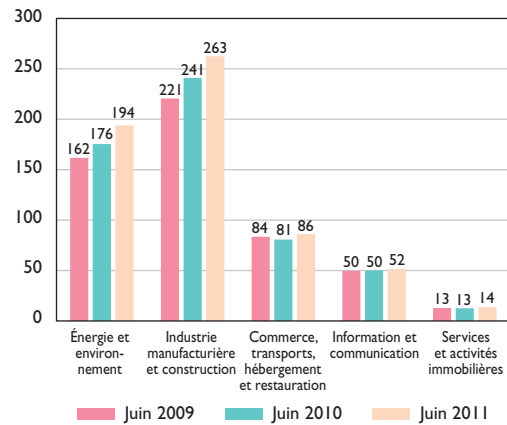
I | Le chiffre d'affaires du premier semestre de 2011 progresse de 9 % par rapport à 2010

Après un rattrapage en 2010, le chiffre d'affaires accélère au premier semestre de 2011 : le chiffre d'affaires cumulé des 70 principaux groupes cotés gagne 49 milliards d'euros à fin juin 2011 par rapport au premier semestre de 2010 (*versus* 31 milliards d'euros à fin juin 2010), soit une hausse de 9%.

Deux secteurs prédominent et réalisent à eux seuls 75 % du chiffre d'affaires total de l'échantillon à fin juin 2011 : l'énergie et l'environnement, et l'industrie manufacturière et la construction. Particulièrement touchée par la crise en 2009, leur activité s'est nettement redressée en 2010 puis au premier semestre de 2011.

Graphique 2 Chiffre d'affaires sectoriel

(en milliards d'euros)



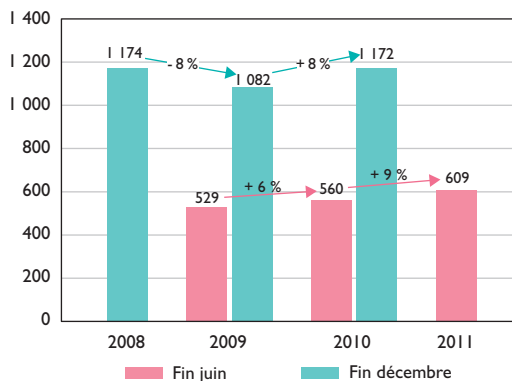
Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Tous les secteurs sont néanmoins orientés à la hausse en juin 2011, les taux de variation allant de + 3 % pour l'information et la communication à + 11 % pour l'énergie et l'environnement. L'évolution est ainsi plus homogène qu'au premier semestre de 2010 : en juin 2010, deux secteurs affichaient encore un chiffre d'affaires en recul (- 3 % pour le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration, et - 2 % pour les services et les activités immobilières).

La distribution en quartiles confirme cette plus grande homogénéité : les trois quartiles sont positifs en juin 2011, alors qu'en 2010 un quart des groupes présentaient un chiffre d'affaires en recul de plus de 3 %. Néanmoins, 14 groupes affichent toujours un chiffre d'affaires inférieur à celui de juin 2009.

Graphique 1 Chiffre d'affaires total

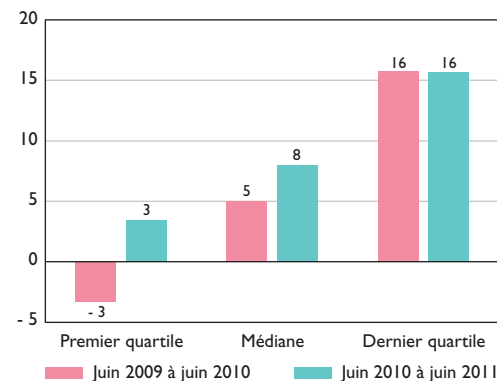
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 3 Croissance du chiffre d'affaires

(distribution en quartiles ; en %)

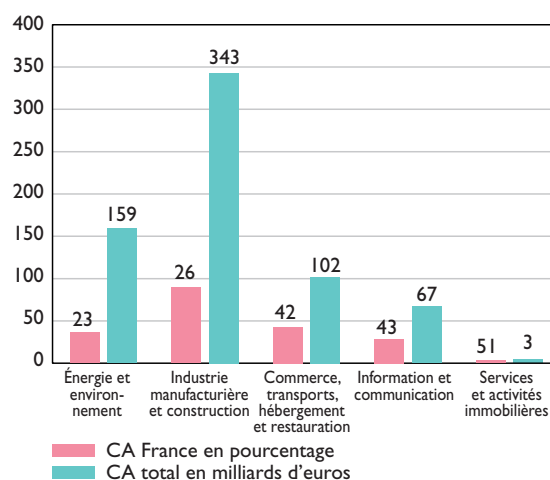


Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

ENCADRÉ 1

La croissance de l'activité s'appuie largement sur la dimension internationale des grands groupes français. Ils bénéficient en effet du dynamisme des zones émergentes (Asie, Amérique latine,...) et, dans une moindre mesure, de l'amélioration, jusqu'en juin 2011, de l'environnement sur leur marché domestique. Ces observations sont néanmoins difficiles à quantifier, dans la mesure où les documents de référence publiés ne présentent pas d'homogénéité en termes de répartition géographique de l'activité. En effet, la norme IFRS 8 sur l'information sectorielle laisse le choix aux groupes de déterminer leur mode de répartition : au 31 décembre 2010, seuls 31 groupes sur les 70 étudiés (soit 44 % de l'échantillon) indiquaient le chiffre d'affaires réalisé en France, celui-ci s'échelonnant entre 23 à 51 % du chiffre d'affaires total, selon le secteur d'activité. Les autres groupes ont choisi d'englober le chiffre d'affaires réalisé en France dans une zone plus large, comme l'Europe par exemple.

Poids du chiffre d'affaires en France



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

2| La rentabilité s'améliore

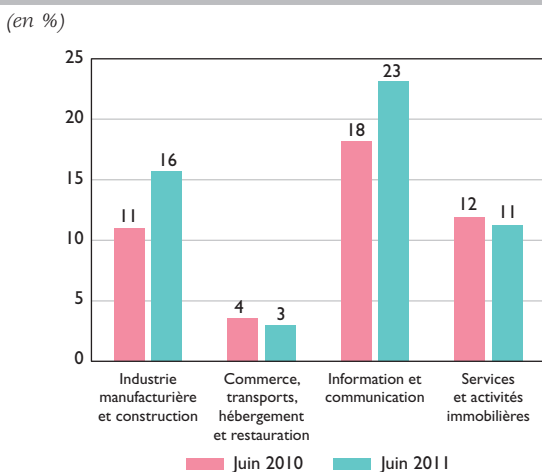
2|1 Le résultat opérationnel s'accroît fortement

Le résultat opérationnel mesure la performance intrinsèque des activités du groupe, sans le résultat financier qui peut obérer ou augmenter la performance globale du groupe.

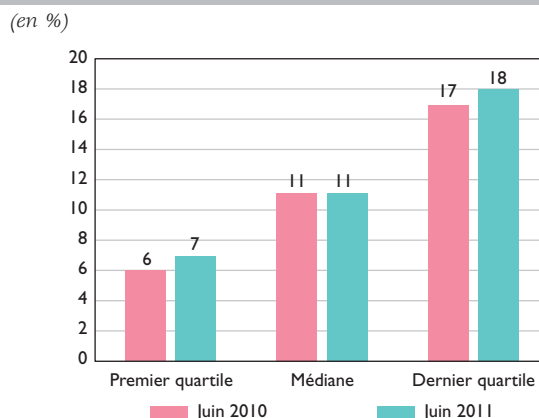
En l'absence de format d'états financiers standardisés en normes IFRS, il n'est toutefois pas possible d'avoir une vision exhaustive. Le résultat opérationnel est communiqué par 45 groupes sur les 70 de l'échantillon. S'agissant de ces groupes, le résultat opérationnel augmente de 44 %, passant de 25 à 37 milliards d'euros entre le premier semestre de 2010 et le premier semestre de 2011.

Le taux de marge opérationnelle gagne ainsi 3 points, à plus de 12 %. La hausse est très nette dans les secteurs

Graphique 4 Résultat opérationnel/CA par secteur d'activité



Graphique 5 Répartition du taux de marge opérationnelle par quartile



de l'industrie manufacturière et de la construction, mais aussi de l'information et de la communication. La réactivité des groupes pendant la crise a permis un ajustement rapide des coûts et ainsi de renforcer le taux de marge opérationnelle en phase de reprise.

2|2 La croissance du résultat net est plus modérée

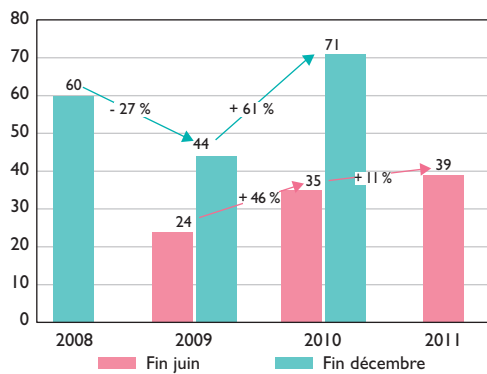
Reflète de la performance globale du groupe, le résultat net est lui aussi un indicateur très suivi par les analystes et les investisseurs.

Au premier semestre de 2011, les groupes de l'échantillon affichent un résultat net cumulé de 39 milliards d'euros, en hausse de 11 % par rapport au premier semestre 2010. Le taux de progression est moins spectaculaire qu'en juin 2010 (+ 46 %).

Le résultat net de tous les secteurs augmente, sauf celui de l'information et de la communication, qui recule de 1 milliard d'euros sur la période. Le secteur de l'industrie manufacturière et de la construction est le plus dynamique avec un résultat net semestriel de 17 milliards d'euros, soit une hausse de 189 % en deux ans. Ces résultats sont assez concentrés, puisque 5 groupes représentent à eux seuls 48 % du résultat net cumulé de l'échantillon.

Graphique 6 Résultat net

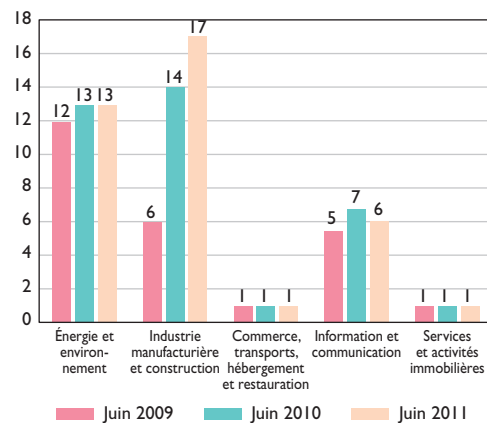
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 7 Résultat net sectoriel

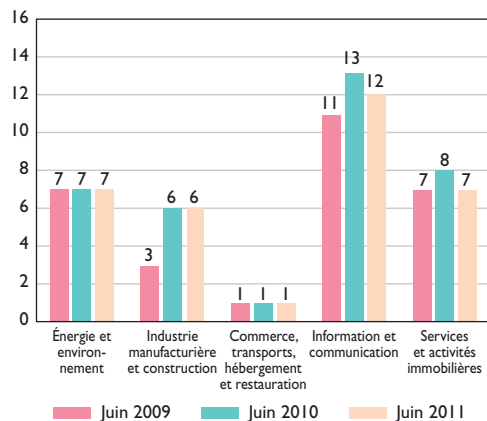
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 8 Taux de marge nette (résultat net/chiffre d'affaires) par secteur

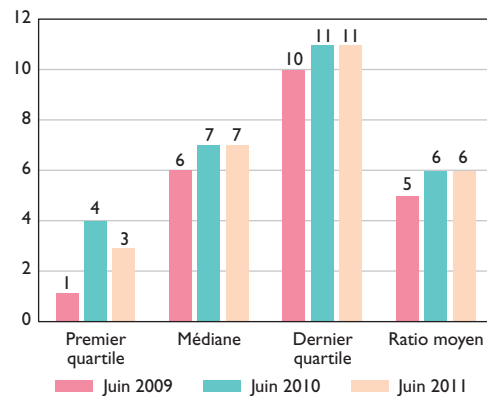
(en %)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 9 Taux de marge nette : distribution par quartile et ratio moyen

(en %)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Le taux moyen de marge nette reste inchangé, à 6 %, par rapport au 30 juin 2010, chiffre d'affaires et résultat net progressant à des rythmes comparables. Les disparités importantes entre secteurs d'activité demeurent : le secteur du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration ne réalise en moyenne que 1 % de marge nette, alors que pour l'information et la communication celle-ci atteint en moyenne 12 %.

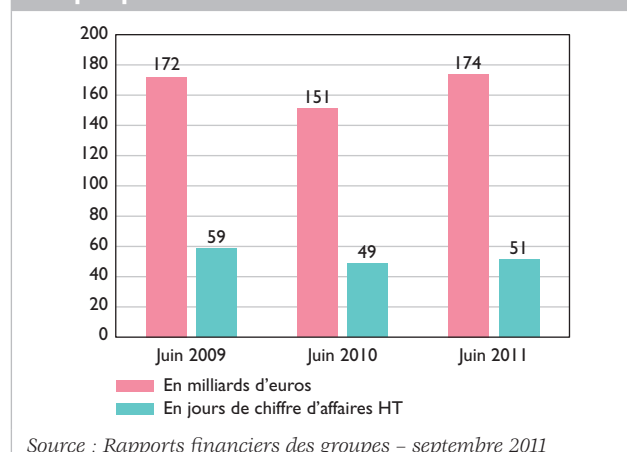
L'analyse des performances d'un groupe *via* l'analyse du compte de résultat donne ainsi une première indication sur la santé financière d'un groupe. Cette appréciation doit être complétée par l'analyse de la situation patrimoniale du groupe, afin d'évaluer si l'activité génère suffisamment de bénéfices pour lui permettre de couvrir ses besoins de financement à court terme et d'investir pour pérenniser son avenir à moyen et long terme.

3| Les besoins de financement d'exploitation augmentent : besoin en fonds de roulement et investissement en hausse

3|1 Avec la reprise de l'activité, le besoin en fonds de roulement s'accroît

À court terme, les groupes ont besoin de générer des liquidités afin de pouvoir financer leur cycle

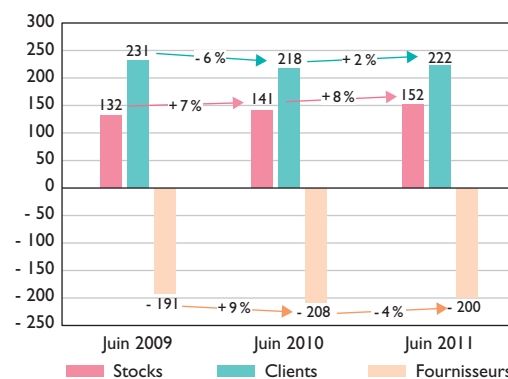
Graphique 10 BFRE



1 Par manque de détail, le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) a été approximé et a été calculé selon la formule suivante : $BFRE = \text{créances clients et comptes rattachés} + \text{stocks} - \text{dettes fournisseurs et comptes rattachés}$.

Graphique 11 Décomposition du BFRE

(en milliards d'euros)



d'exploitation. Au 30 juin 2011, les 70 groupes ont globalement un besoin de financement de 174 milliards d'euros, en hausse de 15 % par rapport à juin 2010.

Exprimé en jours de chiffres d'affaires hors taxes, le besoin en fonds de roulement d'exploitation¹ (BFRE) s'accroît de 2 jours de chiffre d'affaires par rapport à juin 2010. La reconstitution des stocks (quoique encore faible) explique l'essentiel de la hausse du besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) entre fin juin 2010 et fin juin 2011 (cf. graphique 11).

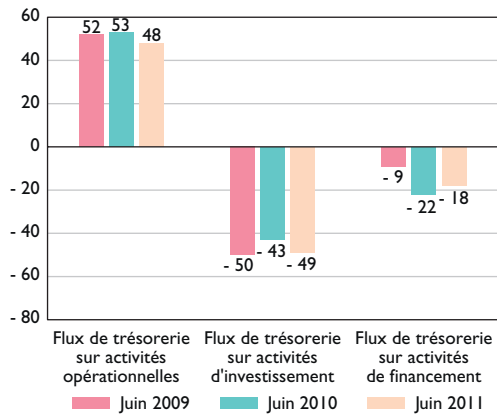
3|2 Les dépenses d'investissement sont en hausse

Le tableau de variation des flux de trésorerie permet d'analyser l'utilisation des fonds disponibles, et de suivre l'évolution des trois grands types de flux de trésorerie :

- les flux liés aux activités opérationnelles, qui correspondent à la différence entre la capacité d'autofinancement du groupe et la variation du besoin en fonds de roulement. Ces flux, stables entre les premiers semestres de 2009 et 2010, baissent de 5 milliards d'euros sur le premier semestre de 2011 et atteignent 48 milliards.
- les flux liés aux activités de financement, regroupant les opérations liées au capital (augmentation,

Graphique 12 Décomposition des flux de trésorerie

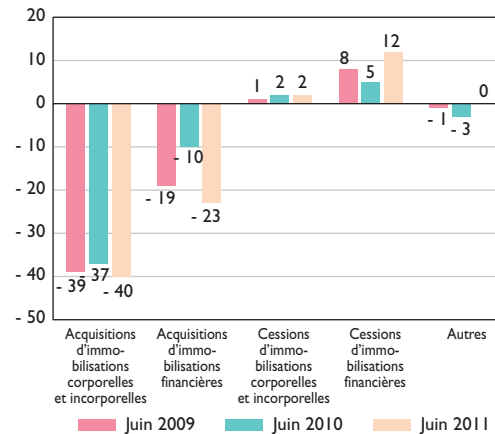
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 13 Décomposition des flux de trésorerie sur activités d'investissement

(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

réduction), la distribution de dividendes à l'extérieur du groupe, les opérations de remboursement de dettes financières et les nouveaux emprunts souscrits ou émis. Une forte variation avait pu être observée lors du premier semestre de 2010 : les besoins en financement avaient augmenté de 13 milliards d'euros et atteignaient 22 milliards d'euros à fin juin 2010. Au dernier semestre, ces besoins ont légèrement diminué à 18 milliards d'euros.

- les flux liés aux activités d'investissement qui se décomposent en quatre types de flux : les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions d'immobilisations financières, les cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, et les cessions d'immobilisations financières. Les grands groupes reprennent leurs investissements au premier semestre de 2011, témoignant d'un environnement encore porteur avant les turbulences financières de l'été 2011. Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement augmentent de 6 milliards d'euros par rapport à juin 2010.

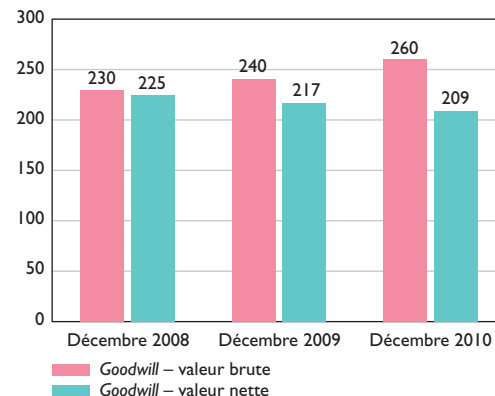
Les variations constatées au premier semestre de 2011 sont majoritairement dues à des acquisitions d'immobilisations financières (+ 13 milliards d'euros comparé à fin juin 2010). Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles augmentent elles aussi. D'ailleurs, sur les trois derniers exercices, les groupes ont globalement maintenu les

dépenses liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, malgré un environnement incertain.

En contrepartie de ces acquisitions d'immobilisations financières, les groupes voient leurs écarts d'acquisition (plus généralement appelés « goodwill ») augmenter sur la période étudiée, passant de 230 milliards d'euros fin décembre 2008 en valeur brute à 260 milliards d'euros fin décembre 2010, soit une hausse de 13 % en 2 exercices².

Graphique 14 Écart d'acquisition – Goodwill

(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

² 49 groupes sur les 71 ont communiqué à la fois le « goodwill » brut et le « goodwill » net au 31 décembre 2010. Au 30 juin, peu de groupes communiquent sur le « goodwill » brut.

Néanmoins, les groupes prennent en compte des dépréciations (irrévocables car ne pouvant être reprises dans les années futures) suite aux tests de dépréciation (« *impairment* ») : la valeur nette de ces « *goodwill* » est en effet passée de 225 milliards d'euros fin 2008 à seulement 209 milliards d'euros fin 2010, soit une baisse de 7 % sur 2 ans.

4| L'endettement financier en légère progression de 2 %

Les grandes tendances de l'analyse des flux liés aux activités de financement du tableau de variation des

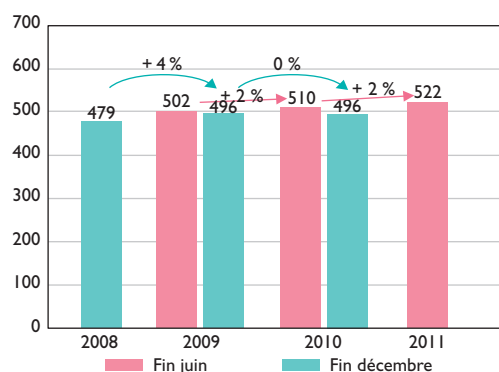
flux de trésorerie se retrouvent dans la variation des dettes financières au bilan.

Les dettes financières augmentent modérément, de 2 % en moyenne, entre juin 2010 et juin 2011. Elles sont généralement plus faibles en fin d'année qu'au 30 juin. Le secteur de l'industrie manufacturière et de la construction tire la hausse des dettes financières avec une augmentation de 13 milliards d'euros d'encours, concentrée sur un groupe.

Le taux d'endettement repart très légèrement à la hausse, après trois années de repli, passant de 93 % en juin 2010 à 94 % en juin 2011. Cette faible progression est due à quelques grands groupes. Les trois quartiles reculent par ailleurs sur les trois derniers exercices.

Graphique 15 Dettes financières

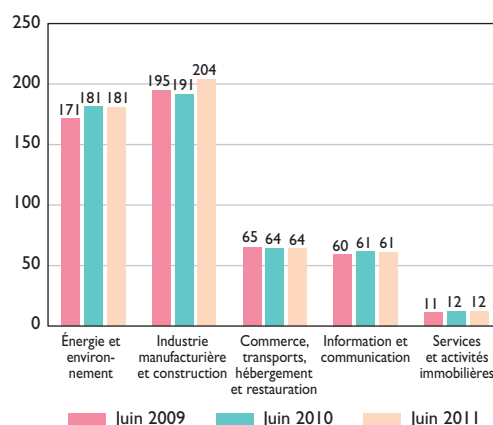
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 16 Dettes financières par secteur

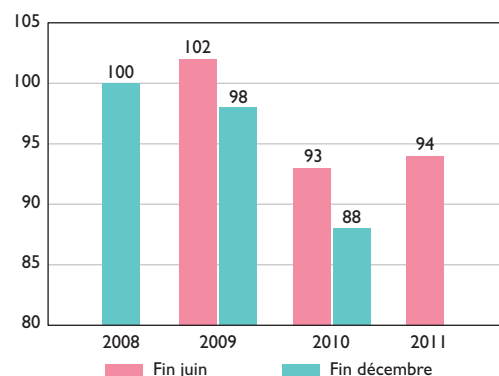
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 17 Taux d'endettement financier (dettes financières/capitaux propres)

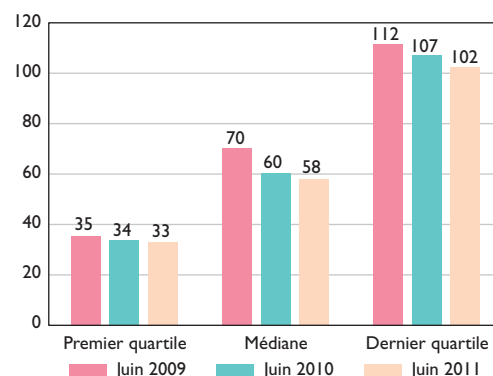
(en %)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 18 Distribution du taux d'endettement par quartile

(en %)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

ENCADRÉ 2

Les grands groupes cotés ont eu davantage recours au financement obligataire depuis 2 ans ¹

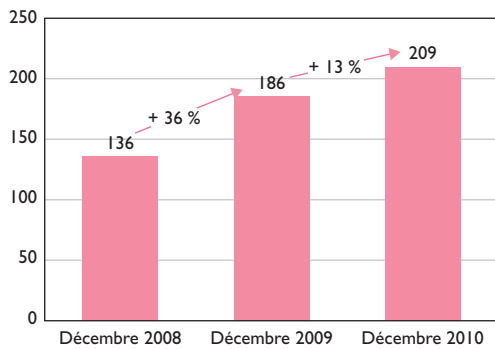
L'information semestrielle n'est pas aussi détaillée que l'information annuelle. La décomposition de l'endettement financier n'est disponible que dans les comptes annuels.

Les 70 groupes de l'échantillon ont restructuré leurs dettes en 2009 et 2010 via l'émission d'obligations. Le taux de croissance des encours est ainsi de 13 % entre 2009 et 2010 (+ 24 milliards d'euros), après 36 % entre 2008 et 2009 (+ 50 milliards d'euros). La dette obligataire représente près de 42 % des dettes financières des 70 groupes.

Ce mouvement de désintermédiation semble perdurer depuis la crise, les groupes continuant à se financer auprès des marchés financiers afin de diversifier leurs sources de financement ².

Dettes obligataires

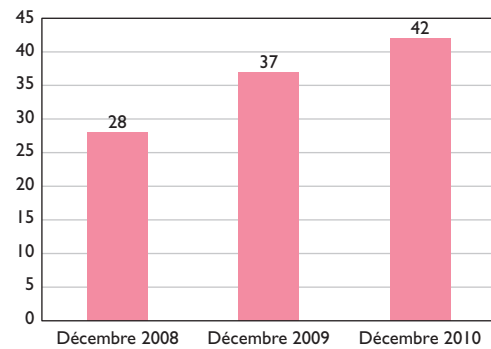
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Dettes obligataires / dettes financières

(en %)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

¹ www.publi-news.fr, Les entreprises tentent de trouver des alternatives au crédit bancaire, Banque des entreprises n° 229
² www.publi-news.fr, Les grandes entreprises se financent désormais à 50 % sur les marchés, selon bfinance, Banque des entreprises n° 227

5| La trésorerie et les fonds propres se stabilisent à un niveau élevé

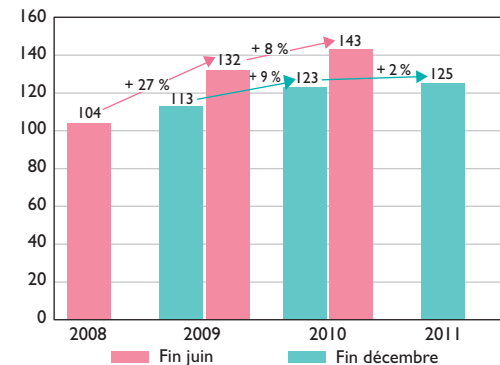
5| I Une trésorerie importante à l'actif

Les 70 groupes cotés disposent au 30 juin 2011 d'une trésorerie cumulée de 125 milliards d'euros en légère progression (+ 2 %). Elle atteint un niveau élevé, après s'être nettement renforcée depuis 2008, et représente en moyenne 10 % du bilan.

La structure financière des groupes en France se caractérise ainsi par une trésorerie abondante,

Graphique 19 Trésorerie de l'échantillon

(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

ce qui leur laisse des marges de manœuvre importantes pour pouvoir investir dans leur outil de production ou leurs points de vente, ou encore procéder à des acquisitions externes. Elle leur permet aussi d'être moins dépendantes des banques et plus réactives.

5|2 Des fonds propres renforcés

La progression du résultat net permet par ailleurs aux groupes de renforcer leurs capitaux propres. Ceux-ci s'élèvent à 557 milliards d'euros, soit 44 % de l'ensemble de leurs ressources (+ 3 points par rapport à juin 2010 et + 5 points par rapport à juin 2009).

Leur progression est moins soutenue qu'en 2010 (+ 2 % à fin juin 2011 contre + 11 % à fin juin 2010), en raison principalement de l'impact des OCI³ (« *Other Comprehensive Income* »). Ces « autres éléments du résultat global » sont une particularité liée aux comptes consolidés en normes IFRS. Ils peuvent avoir un impact significatif sur le montant des capitaux propres consolidés. Il s'agit en effet d'écritures comptables qui affectent directement les capitaux propres, sans être enregistrées dans le compte de résultat.

En juin 2010, le renforcement des capitaux propres était dû à des écarts de conversion au niveau des OCI (+ 39 milliards). En juin 2011, cette variation

des écarts de conversion est négative à hauteur de 16 milliards et elle pèse sur les capitaux propres. Les OCI fragilisent donc les capitaux propres (une part de ces capitaux propres est dite « friable »), car ils subissent les variations de change ou de marché.

ENCADRÉ 3

Les autres éléments du résultat global (OCI)

Ces écritures n'ont pas d'impact sur le niveau de trésorerie du groupe mais peuvent générer des variations importantes au niveau des capitaux propres. Depuis les exercices clos au 31 décembre 2008, les groupes recensent les variations d'OCI sur l'exercice dans un tableau spécifique, l'état du résultat global :

Résultat net
+ Autres éléments du résultat global (OCI)
Résultat global

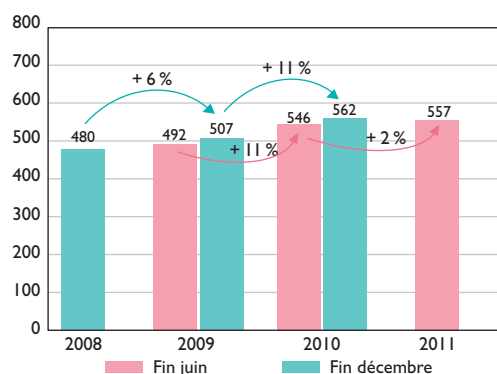
Les « autres éléments du résultat global » se décomposent en cinq grandes catégories :

- les écarts de conversion sur les filiales étrangères (qui ont une comptabilité en devises) ;
- les écarts d'évaluation sur les actifs financiers disponibles à la vente (évalués en juste valeur) ;
- les écarts de réévaluation des instruments dérivés de couverture ;
- les écarts actuariels liés aux engagements de retraite (régimes à prestations définies) ;
- les quotes-parts des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des sociétés mises en équivalence.

Pour le moment, très peu d'analyses ont été effectuées sur ces OCI. On peut regretter que les groupes communiquent seulement sur les variations des OCI sur l'exercice, sans communiquer clairement la position à l'ouverture et à la clôture de l'exercice, ce qui empêche de connaître l'impact réel total sur les capitaux propres.

Graphique 20 Capitaux propres cumulés de l'échantillon

(en milliards d'euros)

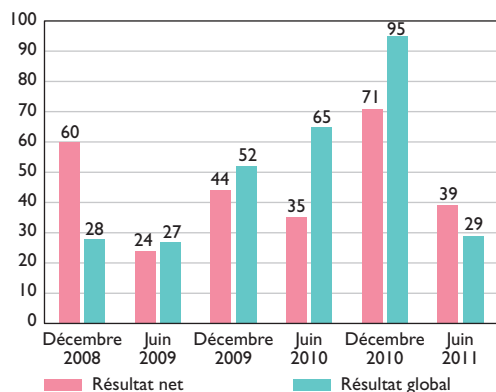


Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

3 Les OCI sont constitués de variations de valeur d'actifs ou de passifs de l'entreprise, directement enregistrées en capitaux propres.

Graphique 21 Résultat net et résultat global

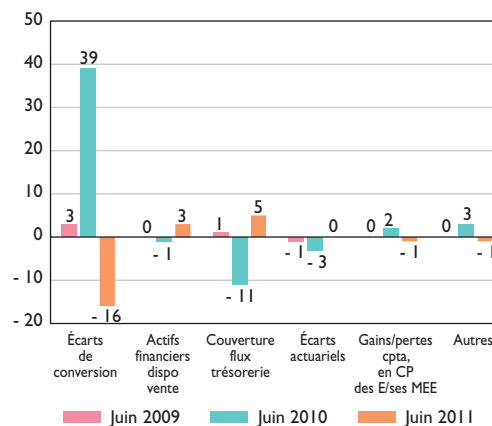
(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

Graphique 22 Variation des OCI

(en milliards d'euros)



Source : Rapports financiers des groupes – septembre 2011

5|3 Des dividendes accrus

Avec le renforcement des fonds propres et l'amélioration des résultats, les groupes ont accru la distribution de

dividendes depuis deux ans : les dividendes versés se sont élevés à 37 milliards en 2010 (+ 12 % par rapport à 2009), soit 6,5 % des fonds propres, et atteignent déjà 29 milliards au premier semestre de 2011.

Annexe

I | Méthodologie

Échantillon

L'étude porte sur les groupes non financiers cotés sur la place de Paris, ayant un exercice social du 1^{er} janvier de l'année N au 31 décembre de l'année N + 1, et appartenant au compartiment A d'Euronext (capitalisation supérieure à 1 milliard d'euros). L'échantillon compte 70 groupes. Les comptes annuels consolidés de 2008, 2009 et 2010, ainsi que sur les comptes semestriels consolidés de 2009, 2010 et 2011 ont été pris en compte.

ACCOR	EIFFAGE	PEUGEOT	VIVENDI	FONC.DES REGIONS
ADP	ERAMET	PPR	ARCELORMITTAL	FONC.FIN.PARTICIP.
AIR LIQUIDE	ESSILOR INTL.	PUBLICIS GROUPE SA	SCHLUMBERGER	FONCIERE LYONNAISE
ALCATEL-LUCENT	FRANCE TELECOM	RALLYE	STMICROELEC	GECINA NOM.
ARKEMA	GDF SUEZ	RENAULT	AXA	ICADE
ATOS ORIGIN	GEMALTO	REXEL	BNP PARIBAS	KLEPIERRE
BIC	EUROTUNNEL	RHODIA	CREDIT AGRICOLE	MERCIALYS
BIOMERIEUX	HAVAS	S.E.B.	EULER HERMES	SILIC
BOLLORE	HERMES INTL	SAFRAN	EURAZEO	CASINO GUICHARD
BOURBON	ILIAD	SAINT GOBAIN	NATIXIS	COLAS
BOUYGUES	IMERYS	SANOFI-AVENTIS	RALLYE	EDF ENERGIES NOUV.
BUREAU VERITAS	IPSEN	SCHNEIDER ELECTRIC	SCOR SE	FAURECIA
CAP GEMINI	IPSOS	SUEZ ENVIRON.	SOCIETE GENERALE	FINANCIERE ODET
CARREFOUR	JC DECAUX SA.	TECHNIP	WENDEL	LVMH
CFAO	L'OREAL	TELEPERFORMANCE	AIR FRANCE-KLM	TFI
CGG VERITAS	LAFARGE	THALES	ALSTOM	EDENRED
CHRISTIAN DIOR	LAGARDERE S.C.A.	TOTAL	EUTELSAT COMMUNIC.	ESSO
CIMENTS FRANCAIS	MAUREL ET PROM	VALEO	NEOPOST	LEGRAND
DANONE	METROPOLE TV	VALLOUREC	PERNOD RICARD	NYSE EURONEXT
DASSAULT AVIATION	MICHELIN	VEOLIA ENVIRON.	SODEXO	ORPEA
DASSAULT SYSTEMES	NEXANS	VICAT	UNIBAIL-RODAMCO	RUBIS
EADS	NEXITY	VINCI	VILMORIN & CIE	SOMFY SA
EDF	PAGESJAUNES	VIRBAC	ZODIAC	

États financiers en dollars : non pris en compte
Établissements financiers : non pris en compte
Groupes n'arrêtant pas leurs comptes au 31 décembre : non pris en compte
Sociétés foncières : non prises en compte
Groupes consolidants ou déjà consolidés dans d'autres groupes de l'échantillon : non pris en compte
Groupes dont les informations financières n'étaient pas disponibles à la date de l'étude : non pris en compte

La représentativité de notre échantillon vis-à-vis des groupes cotés est bonne

- À fin 2009, les 70 groupes représentent 55 % du chiffre d'affaires total des comptes consolidés en France et 79 % du chiffre d'affaires des groupes cotés.
- En termes de total de bilan, ils représentent 41 % du total de bilan des comptes consolidés et 55 % du total de bilan des groupes cotés.

2 | Données analysées

Les principaux postes faisant l'objet d'analyse pour les données des 70 groupes retenus dans l'échantillon 2010 sont résumés dans le tableau ci-après.

✓ : Les postes vus et utilisés dans nos analyses

✗ : Les postes vus mais non utilisés dans nos analyses, faute de communication exhaustive par les groupes

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES	V. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES
Nom de l'établissement	Variation du capital social
N° SIREN	Dividendes versées (part groupe + part minoritaire)
Code NACE de l'activité principale	VI. FLUX DE TRÉSORERIE
II. COMPTE DE RÉSULTAT	Flux de trésorerie sur activités opérationnelles ✓
Chiffre d'affaires ✓	Flux de trésorerie sur activités d'investissement ✓
Dont chiffre d'affaires en France ✓	<ul style="list-style-type: none"> • acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ✓ • acquisitions d'immobilisations financières ✓ • cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ✓ • cessions d'immobilisations financières ✓ • autre(s) variations ✓
EBITDA ✗	Flux de trésorerie sur activités de financement ✓
Résultat opérationnel ✓	Variation de trésorerie nette
Résultat net ✓	Trésorerie nette à la clôture ✓
Résultat Opérationnel Courant ✗	
III. RÉSULTAT GLOBAL	
Variation des écarts de conversion ✓	
Actifs financiers disponibles à la vente ✓	
Couvertures des flux de trésorerie ✓	
Variation du surplus de réévaluation ✓	
Gains (pertes) actuariel(le)s ✓	
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence ✓	
Autres ✓	
Résultat global ✓	
IV. BILAN	
Goodwill – Valeur brute	
Goodwill – Valeur nette ✓	
Stocks ✓	
Créances clients ✓	
Total de l'actif (courant et non-courant)	
Total des dettes financières ✓	
Dont dettes obligataires ✓	
Intérêts minoritaires	
Capitaux propres ✓	
Dettes fournisseurs ✓	
Total du passif (courant et non-courant)	

3 | Traitement sectoriel des données

Répartition des 70 groupes suivant 5 secteurs d'activités :

Énergie et environnement	Industrie manufacturière et construction	Commerce transports, hébergement et restauration	Information et communication	Services et activités immobilières
EDF	Air Liquide	Accor	Atos	Bourbon
GDF Suez	Alcatel	ADP	Capgemini	Bureau Veritas
Maurel et Prom	Arkema	Bollore	Dassault Systèmes	CGG Veritas
Suez Environnement	Bic	Carrefour	France Telecom	Havas
Total	Biomérieux	CFAO	Gemalto	JC Decaux
Veolia Environnement	Bouygues	Eiffage	Iliad	Nexity
	Christian Dior	Eurotunnel	Ipsos	Pages jaunes
	Ciments français	PPR	Lagardère	Publicis
	Danone	Rallye	M6	Technip
	Dassault Aviation	Rexel	Vivendi	Teleperformance
	EADS			
	Eramet			
	Essilor			
	Hermès			
	Imerys			
	Ipsen			
	L'Oréal			
	Lafarge			
	Michelin			
	Nexans			
	PSA			
	Renault			
	Rhodia			
	Safran			
	Seb			
	Saint-Gobain			
	Sanofi Aventis			
	Schneider			
	Thales			
	Valeo			
	Vallourec			
	Vicat			
	Vinci			
	Virbac			

Bibliographie/Références

Actualités challenges

« CAC 40 et PME », http://www.challenges.fr/magazine/evnement/0245.034224/les_deux_france.html

AGEFI

« Manque d'ambition », <http://www.agefi.fr/articles/>
« Le BFR des grands groupes européens tombe à un plus bas de six ans », juin 2011, <http://www.agefi.fr/articles/>

Le Figaro (2011)

« Les profits des entreprises du CAC 40 en nette hausse », Hayat Gazzane, septembre 2011

Les Échos (2011)

« Les banques en chasse de la trésorerie du CAC 40 », lundi 14 mars, <http://www.lesechos.fr/investisseurs/actualites-boursieres/>
« En forte croissance, la trésorerie des groupes du CAC 40 culmine à 170 milliards d'euros », mai, <http://www.lesechos.fr/investisseurs/actualites-boursieres/>
« Les dividendes restent élevés malgré la crise », Marina Alcaraz, septembre 2011

L'Expansion (2011)

« Pourquoi les résultats du CAC 40 font polémique », jeudi 10 mars, <http://www.lexpansion.lexpress.fr/entreprise/>

Publinews

<http://www.publi-news.fr>

« Les grandes entreprises se financent désormais à 50 % sur les marchés, selon bfinance », Bergala (L.), *Banque des entreprises* n° 227, décembre 2010

« Les entreprises tentent de trouver des alternatives au crédit bancaire », *Banque des entreprises* n° 229, février 2011

Xavier Paper

La lettre du trésorier n° 281, juin 2011, <http://www.xavierpaper.com/documents/art/p.Afte.01.06.11>.

Covenants.bancaires.pdf

« Résultat opérationnel courant : un peu de football pour mieux comprendre ! », *Option finance* n° 1125, mai 2011, <http://www.xavierpaper.com/documents/art/p.Opfi.16.05.11.Football.pdf>